

## SA VISITE À ALGER TOUJOURS PAS PROGRAMMÉE

## Kerry se fait attendre

**La destination Algérie est-elle toujours dans l'agenda du chef de la diplomatie américaine John Kerry ? Aucune date n'y est encore dégagée, deux mois après le report en dernière minute, en novembre dernier, de sa visite en Algérie.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - La réunion de la 2<sup>e</sup> session du dialogue stratégique entre l'Algérie et les USA peut attendre. Le chef de la diplomatie américaine a des dossiers plus urgents à traiter, à l'instar de la crise syrienne et le nucléaire iranien. En matière de politique étrangère, l'administration Obama semble avoir série les priorités.

John Kerry était hier à Paris pour prendre part à la réunion au Quai d'Orsay du groupe des 11 pays «amis de la Syrie». Une réunion qui se tient en prélude à la conférence dite de Genève 2 sur laquelle est fondé l'espoir d'une solution politique à une crise et une guerre dévastatrice en Syrie. La question syrienne, comme celle iranienne, d'ailleurs, relève, pour les Américains, de la géopolitique stratégique sur laquelle

il faille grandement et sérieusement, voire totalement s'investir, quitte à ce que la coopération bilatérale reste longtemps en rade. D'ailleurs c'est ce qui était arrivé en novembre dernier, lorsque John Kerry reporta sine die sa tournée maghrébine pour se rendre à Genève où l'attendait son homologue russe Sergueï Lavrov pour discuter du nucléaire iranien.

Le chef de la diplomatie américaine était attendu à Alger le dimanche 10 novembre 2013. Cependant, deux jours auparavant, soit le 8 novembre, Jen Psaki, porte-parole de John Kerry, annonçait le report de la visite. Le ministère algérien des Affaires étrangères évoqua, pour sa part, une décision de report prise d'un commun accord, après le coup de fil de John Kerry à Ramtane Lamamra. Et pour éviter que ce zapping à l'américaine

ne soit pas compris comme un camouflet pour la diplomatie algérienne, les affaires étrangères ont spécifié que «la 2<sup>e</sup> session du dialogue stratégique entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique est reportée à une nouvelle date au cours des prochaines semaines». Ce qui laissait entendre que John Kerry allait vite intercaler dans son agenda cette escale algéroise qu'il dut zapper pour parer au plus urgent.

Or, le faux bond est vieux maintenant de deux mois et rien ne laisse dire que John Kerry se prépare à se rattraper. Aucune échéance n'est fixée. De plus, il est peu sûr que le chef de la diplomatie américaine pointe à Alger en cette période d'incertitude politique en Algérie. En effet, à deux petits mois avant l'organisation du scrutin présidentiel, les perspectives politiques demeurent totalement floues. Le système politique algérien, confronté à l'impasse de la présidentielle, est déjà en phase de cogitation intense, rongé



Photo : DR

La visite de John Kerry en Algérie reportée.

par le dilemme de céder au caprice de Bouteflika ou de lui trouver un substitut. L'humeur politique algérienne du moment ne devrait pas précipi-

ter les visites d'étrangers. A commencer par celle de Kerry qui pourrait se rendre à la sagesse du wait and see.

S. A. I.

## AMAR SAADANI PERSISTE ET SIGNE :

## «Bouteflika ou personne !»

**Le Front de libération nationale n'aura pas d'autre candidat que Abdelaziz Bouteflika. Le secrétaire général du FLN, qui avoue ne pas avoir rencontré officiellement le président de la République depuis 2006, s'accroche à son intime «conviction» pour faire la promotion du quatrième mandat.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Ce sera Bouteflika ou personne. Amar Saâdani s'oppose à tout soutien du Front de libération nationale en faveur d'un candidat autre que le Président sortant. «Le FLN n'a qu'un seul candidat. Que les autres (candidats) se calment, nous ne soutiendrons que lui», a déclaré, hier, le secrétaire général du FLN lors d'une conférence de presse animée au siège de son parti.

En fait, Saâdani base sa stratégie jusqu'aboutiste sur... son intime «conviction». «Je suis convaincu que le Président se présentera. Je le suis d'autant plus car si l'on organise un sondage, on confirmera que le peuple souhaite que Abdelaziz Bouteflika se présente une quatrième fois.

Et je ne pense pas qu'un moudjahid comme Bouteflika rejettera cet appel. Je pose la question suivante : est-ce que le Président a dit qu'il ne se présenterait pas? Eh bien, nous disons qu'il se présentera ! Il ne présentera officiellement sa candidature que lorsque le corps électoral sera convoqué, il dispose encore d'un certain délai pour faire sa déclaration.» Mais comment Saâdani peut-il savoir que Bouteflika souhaite décrocher un quatrième mandat alors qu'il ne l'a pas rencontré



Photo : Samir Sid.

«dans un cadre officiel» depuis plusieurs années ? «Je n'ai pas rencontré Bouteflika dans un cadre officiel depuis 2006 ou 2007. Mais les rencontres dans un cadre privé doivent rester privées», dira-t-il. Saâdani maintient le flou en mettant en avant la confidentialité de ses entrevues avec Bouteflika. Pourtant, lorsque le président d'un parti exige de son secrétaire général de promouvoir sa candidature à une élection présidentielle, cet acte entre bien dans un «cadre officiel».

Mais à en croire Saâdani, les deux hommes ont tout organisé en catimini. Le

patron du FLN n'est pas à une contradiction près. Depuis son installation à la tête de ce parti, il ne cesse de claronner que la révision de la Constitution se produira avant l'élection présidentielle. Hier, il n'a pas hésité à revenir sur ses dires: «Nous n'avons jamais dit que la révision se ferait tel jour. (...)

Avant ou après l'élection présidentielle, l'initiative est du ressort exclusif du chef de l'Etat.» Saâdani a également expliqué que la création du poste de vice-président n'était pas la revendication de son parti. Selon lui, le projet de révision de la Constitution proposé par le

FLN se base sur le principe de garantir à la majorité de «former son gouvernement» et «l'instauration d'un Etat civil».

Saâdani n'a pas échappé à une question sur son acharnement contre le Département du renseignement et de la sécurité. «Nous disons que si par le passé ils pouvaient tout faire, désormais ils ne pourront plus. Nous estimons que le président de la République, le parti majoritaire et la société civile sont passés d'une étape à une autre. Nous devons être solidaires afin de parvenir à la séparation entre les institutions.

Ce service (le DRS, Ndlr) doit protéger le pays et ne pas s'immiscer dans les affaires civiles. En tant que parti politique nous sommes contre. Nous sommes pour la séparation entre les institutions.»

Enfin, il semble que Amar Saâdani n'ait toujours pas accepté de s'être fait voler la vedette par Abdelaziz Belkhadem lors du meeting qu'il avait organisé samedi. Mauvais joueur, il accuse la presse d'avoir transformé la présence de son prédécesseur en «un événement». «Je ne comprends pas que l'on se focalise sur une seule personne alors qu'il y avait 15 000 militants.

Si sa présence entrait dans le cadre du soutien au président de la République, sachez que c'est nous-mêmes qui l'avons invité. Par contre, s'il est venu pour autre chose, je me permets de répéter ce que lui-même disait lorsqu'il était à mon poste : le FLN n'est pas une mamelle que l'on tète ni une selle que l'on monte.»

T. H.

## BÉJAÏA

## Des maquisards et anciens militants de 63 quittent le FFS

La valse des démissions du FFS n'est visiblement pas près de s'arrêter. Après la démission de la totalité de l'encadrement politique de l'une des plus puissantes structures régionales du FFS, le retrait d'une centaine de militants de la section communale du chef-lieu de wilaya et 80 autres militants de la commune de Chemini ces derniers jours, le plus vieux parti d'opposition algérien vient de subir un autre coup très dur dans son fief de cette région de Kabylie accentuant un peu plus la crise qui secoue le parti depuis le départ de son chef historique Hocine Aït Ahmed.

Le FFS vient de se vider de ceux-là même qui constituaient «l'âme» du parti, à savoir les anciens maquisards et militants de la première heure de 63 en signe de protestation contre une ligne politique «en totale contradiction et reniant les fondamentaux du parti», nous a confié, Abane Madjid, l'un des maquisards du FFS de 63. «Suite à la démission officielle du

parti du député et premier secrétaire fédéral, le camarade Khaled Tazaghart, de son poste, des élus APW et APC de plusieurs communes de la wilaya, profondément convaincus que les instances du parti ont déclaré une sale guerre contre la mémoire sacrée du parti et de ses idéaux tracés par notre guide de toujours, notre frère Hocine Aït Ahmed et nos valeureux 20 martyrs de la wilaya de Béjaïa, nous annonçons officiellement notre démission du FFS que nous avons créé le 29 septembre 1963», annoncent dans une déclaration les 12 militants ayant pris les armes alors qu'ils avaient à peine 20 ans pour la plupart d'entre eux, en 1963, avec le FFS, pour défendre la démocratie menacée par le régime de Ben Bella au lendemain de l'indépendance.

Les signataires du document portant démission du FFS reprochent aux responsables nationaux du parti d'avoir affiché un «soutien absolu et une complicité totale avec les

sinistres députés (...) qui ont refusé de verser leurs contributions pour la réalisation de la stèle des martyrs de 1963 à Akfadou à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire de notre Front des forces socialistes», tout en accusant avec une rare virulence deux députés de Béjaïa d'avoir tenu des propos «immoraux» à l'endroit d'une élue APW, Ouberzou Rosa en l'occurrence.

Les maquisards de 63 du FFS se sont aussi indignés contre «la violation délibérée des statuts et règlement intérieur du parti, des règles d'éthique et du mépris affiché à l'égard de la fédération de Béjaïa».

Par ailleurs, les 80 militants démissionnaires du FFS dans la commune de Chemini, à travers une déclaration rendue publique, ont mis à l'index un secrétaire national du parti, «un ex-militant exclu du RCD», signale-t-on dans le même document «d'avoir détruit» leur section. «Nous ne pouvons pas nous taire devant ses dérapages graves aux conséquences néfastes sur-

tout que nous appartenons à un parti qui lutte pour le respect d'autrui et les valeurs justes. Pour cela, nous informons l'opinion publique que, dorénavant, nous ne ferons plus partie organiquement de cet appareil et nous lutterons davantage pour la concrétisation des valeurs défendues par les martyrs de 63», expliquent les désormais ex-militants du FFS de Chemini dans leur document. Les mêmes militants démissionnaires ont dénoncé au passage «les propos outrageux tenus par un responsable national du parti déclarant ne pas reconnaître la section de Chemini lors du dernier conseil fédéral d'Amizour, confirmant ainsi les informations qui nous sont parvenues concernant le boycott du conseil fédéral tenu à Chemini le 25/10/2013 par les six députés, le sénateur et quelques membres du Conseil national», écrivent les démissionnaires du FFS de Chemini dans leur déclaration.

A. Kersani